



REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES
CONCLUS PAR LE GROUPE II AU TITRE DE LA GESTION 2011

COMMUNE DE FATICK

MAI 2013

PRESENTE PAR:
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail sspm@sspm.sn

TABLE DES MATIERES

I. SYNTHESE DE NOS TRAVAUX	3
1.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS	4
1.2. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT	5
1.2.1. Echantillon	5
1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés	6
1.2.3. Constats sur l'exécution financière	6
1.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'AUDIT DES MARCHES	6
1.3.1. Recommandations sur le dispositif.....	7
II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION.....	7
2.1. CONTEXTE DE LA MISSION.....	7
2.1. OBJECTIFS DE LA MISSION.....	7
III.SELECTION DES MARCHES A AUDITER	10
VI.METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	11
4.1. ETAPES DE LA MISSION	11
4.2. ACTIVITES PREALABLES AU DEMARRAGE DE LA MISSION	11
4.2.1. La Préparation de la mission	11
4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège.....	12
4.3. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	13
4.4. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	15
4.5. CONTROLE DE LA QUALITE DE LA REVUE.....	15
4.6. SYNTHESE DES CONSTATS ET APPRECIATION DES TENDANCES GENERALES	16
4.7. REVUE DES MARCHES LITIGIEUX ET DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE	17
4.8. RESTITUTION DES RAPPORTS.....	17
V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....	18
5.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	18
5.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	19
5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM).....	20
5.2.2. La Commission des Marchés	20
5.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION	20
5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)	20
5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)	21
5.4. MODIFICATIONS APPORTEES PAR LE DECRET N°2011-1048 DU 27 JUILLET 2011 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS.....	21
VI.AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES	22
6.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	22
6.2. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE.....	32
VII. RECOMMANDATIONS.....	33
7.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES	33
7.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX DRP.....	33
7.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU CLASSEMENT ET A L'ARCHIVAGE	33
VIII. ANNEXES.....	34
ANNEXE 1 : LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISoire.....	35
ANNEXE 2 : REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANE.....	36

SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-Verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

I. SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par la COMMUNE DE FATICK, conformément aux exigences des termes de référence de la mission que vous avez bien voulu confier au groupement GMS-SSPM.

Au terme de cette mission, dont l'objet est de vérifier la conformité des opérations de passation et d'exécution des marchés conclus par les autorités contractantes du GROUPE II, entités ciblées, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne la commune de Fatick, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

1.1. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics de la COMMUNE DE FATICK se présentent comme suit :

- **Mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés**

La Commission des marchés et la Cellule de passation des Marchés pour la conduite des processus de passation des marchés ont été mises en place durant l'exercice budgétaire 2011, conformément aux articles 35 et suivants du Code des Marchés Publics. Cependant, la Cellule de Passation des Marchés ne dispose pas de bureaux dédiés à ses activités.

- **Rapport annuel non élaboré**

Le Rapport annuel sur les marchés publics 2011 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2012, conformément à l'article 143 du Code des Marchés Publics, n'a pas été présenté à la mission.

- **Plan de passation des marchés (PPM) et Avis général de passation des marchés (AGPM)**

Au titre de l'année 2011, la COMMUNE DE FATICK a établi un Plan de passation des marchés. Cependant, l'Avis général de passation des marchés n'a pas été publié.

- **Système d'archivage inopérant**

L'archivage des dossiers de passation des marchés présente des insuffisances qui résident dans leur dispersion et l'absence de centralisation des documents au niveau de la Cellule de Passation des Marchés. En effet, les documents liés à la passation et à l'exécution des marchés, tels que les procès-verbaux de réception et les justificatifs des paiements, ne sont pas archivés au niveau de la cellule.

- **Registre des marchés**

La COMMUNE DE FATICK ne dispose pas de registre des marchés, en violation de l'article 67-3 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

1.2. Constats relatifs à l'audit

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des Marchés publics.

1.2.1. Echantillon

Au cours de la période sous revue, la COMMUNE DE FATICK a conclu un (1) marché par entente directe pour un montant de quarante-deux millions de francs (42 000 000 F CFA) et vingt-cinq (25) DRP pour un coût global de soixante-dix-sept millions cinq cent quarante-deux mille cent cinquante-trois francs (77 542 153 F CFA). Tous ces marchés ont été passés en revue.

PERIMETRE COUVERT

La COMMUNE DE FATICK a passé vingt-six marchés au titre de la gestion 2011, vingt-cinq par DRP et un par entente directe après autorisation de la DCMP. Ces dépenses d'un montant total de **cent dix-neuf millions cinq cent quarante-deux mille cent cinquante-trois francs (119 542 153 F CFA)** ont été vérifiées et ont permis de mettre en exergue les différents points de non-conformité par rapport à l'application des procédures de passation des marchés.

Rappel des seuils applicables à la COMMUNE DE FATICK en vertu de l'Arrêté n°11580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
Travaux	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
Services	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés

➤ Sur les Demandes de Renseignements et de Prix

- Les lettres d'invitation ne précisent pas les spécifications techniques requises ainsi que les délais d'exécution ;
- Il a été constaté l'absence de publication des résultats des DRP sur le site des marchés publics ;

1.2.3. Constats sur l'exécution financière

La mission n'a pas eu accès aux documents relatifs à l'exécution financière pour la gestion budgétaire 2011 de la Commune de Fatick. En effet, le Receveur municipal n'a pas donné une suite favorable à notre requête car n'ayant pas été saisi par la voix hiérarchique.

En l'absence des mandats relatifs au budget 2011 de la Commune de Fatick, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'exécution financière des marchés de la commune pour la gestion budgétaire 2011.

1.3. Recommandations relatives à l'audit des marchés

A l'issue des constats de violations constatées dans le présent rapport, les recommandations suivantes ont été formulées:

1.3.1. Recommandations sur le dispositif

Nos recommandations portent sur :

- La mise à la disposition de la Cellule de Passation des marchés d'un bureau fonctionnel ;
- L'établissement avant le 31 mars de chaque année du Rapport annuel de la Cellule de passation des marchés ;
- L'élaboration d'un système d'archivage au niveau de la CPM conformément au manuel d'archivage de l'ARMP;
- La mise en place d'un registre des marchés numéroté, paraphé et daté.

II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1. Contexte de la mission

L'article 2 du Décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics dispose en son alinéa 8 « l'ARMP est chargée de faire réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Dans ce cadre, l'ARMP commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés et conventions, transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées de dispositions réglementaires et établit des rapports périodiques sur l'exécution des marchés et conventions sur la base des enquêtes et audits réalisés dont elle assure la publication et qu'elle transmet également aux autorités ».

C'est en application des dispositions précitées que l'ARMP entreprend cette année, comme elle l'a fait pour les années précédentes, une campagne de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de l'exercice 2011.

2.1. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés publics. La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés publics ;
- fournir autant que faire se peut, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du Code des Marchés publics, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disants, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, il s'agira de porter un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP, le consultant examinera en outre le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions auxquelles elles ont donné lieu, de même que la pertinence desdites décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette structure ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport aux niveaux d'exécution ;
- examiner les conditions d'attribution des marchés par entente directe en évaluant leur fréquence et leur conformité eu égard aux exigences réglementaires ; la compétitivité et le caractère raisonnable ou non des prix proposés dans les marchés par entente directe seront passés en revue ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, formuler, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions des marchés (CM), des cellules de passation des marchés (CPM) et des différents organes de contrôle interne ;
- examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;

- évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- formuler des recommandations pour le futur.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant devront porter sur :

- le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart sera relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante sera examinée ;
- le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- l'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- l'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

Au plan du contrôle de la matérialité de l'exécution des marchés, des inspections physiques in situ devront être effectuées sur 25% des marchés en cours ou déjà exécutés par l'AC pour l'exercice concerné par la revue (en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique) auxquels s'ajouteront les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe. Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants. Il s'agira de :

- vérifier la matérialité des dépenses effectuées ;
- faire un diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- s'assurer de la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat et les pièces justificatives ayant servi au paiement) et donner un avis sur la conformité et la qualité ;
- s'assurer de la justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;

- vérifier l'existence d'une comptabilisation des biens au niveau de l'autorité contractante.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- la conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages...

III.SELLECTION DES MARCHES A AUDITER

Sur la base de la liste des marchés fournie par les Autorités contractantes du Groupe II dont la constitution est établie en annexe 1, après vérification de l'exhaustivité de chaque liste, nous allons procéder à l'échantillonnage des marchés conformément aux modalités arrêtées dans les TDR ; la liste des marchés à auditer devra inclure :

- ✓ au moins 15% des marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe) ;
- ✓ au moins 25% des marchés dont les montants sont compris entre les seuils de contrôle de la DCMP et les seuils de passation de marchés (en excluant les marchés par entente directe) ;
- ✓ au moins 25% des demandes de renseignements et de prix ;
- ✓ 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont le nombre est inférieur à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Nous nous assurerons que les échantillons sont représentatifs des différents modes de passation des marchés, mais aussi des différentes catégories de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

La sélection sera effectuée sur la base d'un progiciel de tri aléatoire sans remise.

VI.METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

4.1. Etapes de la mission

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

1. collecte de l'information au niveau de l'autorité contractante suite à une prise de contact ;
2. revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
3. échantillonnage des marchés à auditer ;
4. comparaison des données collectées auprès des structures avec celles des documents comptables (comptabilité administrative des administrateurs de crédits, SIGFIP, et autres documents selon la personnalité juridique de l'entité) et ajustement de nos sélections s'il existe des marchés non reportés sur la liste et exécutés par le processus requis ;
5. revue approfondie des marchés et contrôle qualité ;
6. élaboration préalable d'une note d'orientation ;
7. élaboration des rapports provisoires individuels et d'un rapport de synthèse ;
8. exploitation des réponses et observations venant des autorités contractantes ;
9. élaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse.

4.2. Activités préalables au démarrage de la mission

Afin de garantir l'efficacité de la mission et la fiabilité des résultats, les tâches préparatoires suivantes ont été mises en œuvre.

4.2.1. La Préparation de la mission

Dans la perspective de garantir le démarrage de la mission dans des conditions optimales, l'ARMP a envoyé aux autorités contractantes et à la Direction générale des Finances, les correspondances suivantes :

- ✓ Une lettre d'information (n°001928 ARMP/DG/DAF du 06 décembre 2012) adressée aux Autorités contractantes pour les sensibiliser sur les objectifs et spécificités de la mission et les inviter à prendre les dispositions utiles pour rendre accessibles aux auditeurs tous les documents relatifs aux marchés visés (publicité préalable, dossiers de consultation, lettres de saisine, couverture budgétaire, offres des soumissionnaires, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes,

publication des attributions, contrats signés avec les titulaires des marchés, bordereaux de livraisons, justificatifs des paiements, cautions et enregistrements, attestation de bonne exécution...). Par ce courrier, il était également requis des AC la mise à disposition en un lieu unique, en l'occurrence la CPM, de toutes les informations requises, ainsi que la disponibilité au cours de la période de revue, des interlocuteurs intervenant dans les marchés.

- ✓ Une lettre (n°001929 ARMP/DG/DAF du 07 décembre 2012) adressée à la Direction générale des Finances pour une mise à disposition des données du SIGFIP, notamment les engagements marchés et les engagements hors marchés, afin de faciliter les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes effectuées par les entités de l'Etat. Ces informations du SIGFIP ont été reçues par le cabinet mais sous un format trop agrégé pour permettre des contrôles d'exhaustivité ; à ce propos des requêtes complémentaires seront initiées aux fins de la mise à disposition de données additionnelles ;
- ✓ Un courrier d'introduction auprès des autorités contractantes (n°000028 ARMP/DG/DAF du 07 janvier 2013) pour confirmer le démarrage de la mission.

De son côté, le Cabinet a pris l'initiative, suite à la réunion d'information organisée par l'ARMP, de prendre contact avec toutes les structures à auditer, à qui une liste des documents à préparer a été soumise. Les documents suivants ont été requis, en fonction du statut de chaque autorité contractante:

- la liste complète de tous les marchés initiés en 2011 par mode de passation et par type de marchés ;
- l'avis général de passation des marchés au titre de l'exercice 2011 ;
- le budget de la gestion 2011 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2011 ;
- le plan de passation des marchés 2011 ;
- l'organigramme de la structure ;
- le manuel de procédures, le cas échéant ;
- les états financiers selon le type d'AC ;
- les extraits détaillés du compte de gestion, le cas échéant ;
- les balances (générale et auxiliaire fournisseur et immobilisation) selon le type d'AC ;
- les textes désignant les membres des commissions et de la CPM ainsi que ceux portant organisation de l'AC ;
- les rapports d'audit, le cas échéant.

4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège sera composée d'un noyau

centré autour du Cabinet et composé d'experts dotés d'une expérience significative en passation de marchés. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin.

Le support des équipes d'experts se concentrera sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, et de nature à garantir la réussite la mission.

L'équipe d'appui du siège sera placée sous la responsabilité d'un spécialiste avéré en passation de marché et rompu aux missions d'audits techniques et de revue de procédures de passation de marchés.

Elle comprendra également un expert financier, un expert informaticien, un expert qualité ainsi qu'une assistante de direction. Cette équipe aura pour tâche essentielle d'aider le chef de mission dans sa fonction de pilotage et de coordination des activités, notamment dans le traitement des données collectées sur le terrain et dans la constitution des échantillons de marchés à cibler dans les différentes phases de la mission.

Il reste entendu que les membres de l'équipe d'appui peuvent être appelés à descendre sur le terrain pour prêter mains fortes aux experts et les aider à résoudre des problèmes ponctuels ou à faire face à une charge de travail exceptionnellement importante.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du siège aura un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur.

4.3. Revue des procédures de passation des marchés

Dans le cadre de la planification de la mission, nous avons pris connaissance de l'ensemble des actes législatifs et réglementaires et normatifs qui régissent le secteur des marchés publics au Sénégal. Nous avons pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et avons établi, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre.

En début de mission, nous avons pris contact avec les AC et un courrier leur a été envoyé avec comme requête de nous communiquer les informations pertinentes pour la mission.

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon sera composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière d'audit. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux). Cependant ce réajustement n'a pas été possible pour certaines structures qui, compte tenu de leurs spécificités, ne passent qu'une catégorie bien déterminée de marchés (prestations intellectuelles ou fournitures par exemple).

Au niveau de chaque autorité contractante, nous allons nous assurer de la mise en place conforme des organes en charge des marchés, et par la suite évaluer leur efficacité.

De plus, nous allons mener des tests sur chaque échantillon de contrats sélectionné. Ces tests nous permettent de nous assurer de la traçabilité des contrats, de l'expression du besoin jusqu'au paiement. Ils nous permettront d'identifier et de statuer sur l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec le CMP.

Les tests qui sont mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés comprennent outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- ✓ procédure de budgétisation /couverture budgétaire ;
- ✓ publicité préalable ;
- ✓ adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- ✓ rapports d'évaluation des offres ;
- ✓ traitement des plaintes ;
- ✓ respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- ✓ conformité à certaines dispositions particulières du CMP telles que l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement des candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché ou DRP, une fiche (check-list) a été méticuleusement renseignée. L'ensemble des fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou de plusieurs types de marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

4.4. Audit de l'exécution physique des marchés

Conformément aux termes de référence (TDR), nous allons procéder à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Cet échantillonnage exclut logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc., objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications seront faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrains.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit technique est articulé sur les points suivants :

- ✓ conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- ✓ revue de la conduite générale des projets ;
- ✓ vérification de la conformité des dépenses effectuées.

Il débouche sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

4.5. Contrôle de la qualité de la revue

Le contrôle de qualité qui relève d'une exigence interne du Cabinet a pour objet de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales et des exigences des termes de référence de la mission.

De plus, au cours de l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts sera mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu, en fonction de leur gravité, soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

4.6. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales

Pour chaque structure auditée, les constats sont systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous allons proposer des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, nous allons établir des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP...).

Cet exercice sera facilité par le recours à un outil informatique que nous avons conçu pour les besoins de la mission.

En effet, la bonne exécution de la mission requiert la mise en place d'un support informatique qui sera utile tant pour les aspects liés à la passation des marchés que pour la partie technique. En effet, les annexes 2 à 8 de la demande de propositions permettent en l'état une analyse qualitative qui ne serait pertinente que si elle est précédée d'un recueil de données quantitatives. Pour ce faire, les annexes 2 à 8 sont transformées en questionnaires joints en annexe 3 du présent rapport. Les données ainsi recueillies permettent d'établir des statistiques sur les marchés (Cf. points 11-d des TDR) mais de manière générale sur tous les aspects liés à la passation des marchés et à leur exécution.

Les auditeurs disposent d'un « masque de saisie » qui leur permet d'enregistrer toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés. ;

Dans un deuxième temps, toutes les données sont centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente des avantages significatifs pour la conduite des travaux d'audit des marchés, parmi lesquels on peut noter :

- ☐ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur
- ☐ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;

- ❑ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, à travers la production de tableaux de synthèse qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale ; sous cet angle, il présente les atouts suivants :

- une aide à la décision / expression de l'opinion ;
- une standardisation de la présentation des résultats ;
- une production automatisée de statistiques.

Cependant, la procédure informatique présente une limite pour les autorités contractantes qui ne passent pas un nombre important de marchés. Elle n'en demeure pas moins incontournable pour des conclusions rigoureuses et pertinentes.

4.7. Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe

Un Spécialiste en passation de marchés en régulation passe en revue les dossiers relatifs aux litiges concernant des marchés passés par les AC du groupe II au cours de la période sous revue.

Après une analyse statistique des décisions (fréquence des AC impliquées, typologie des marchés litigieux, pourcentage des requérants déboutés, etc.), nous procéderons, conformément aux exigences des TDR, à la revue des conditions de traitement des litiges en termes de délais et de respect des procédures mais également à une analyse de la pertinence des décisions.

4.8. Restitution des rapports

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. Chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ✓ rapport provisoire ;
- ✓ rapport final.

V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

5.1. *Le cadre institutionnel et réglementaire*

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique n°2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;
- Loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi n° 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi n°99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret n°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret n°81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret n°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;

- Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté n°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté n°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n° 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision n°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

5.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le décret 2007-545 du 25 Avril 2007 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une

Commission des Marchés, structures encadrées respectivement par les articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics.

5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

5.2.2. La Commission des Marchés

L'Arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B.

5.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le Décret n°2007-545 /MEF du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007.

5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

5.4. Modifications apportées par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics

Le processus de réforme des textes relatifs à la commande publique répond aux soucis d'équité, de transparence, d'économie et d'efficacité dans la gestion des deniers publics. Ainsi, tous les acteurs de la commande publique sont chacun à son niveau, concernés par les réformes dans le secteur des Marchés publics. Il est important de souligner que ces réformes interviennent suite à un diagnostic approfondi des procédures de passation des marchés par le moyen d'une revue analytique du système effectué depuis 2003.

Ces réformes entrées en vigueur en janvier 2008, se sont traduites par la signature du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant code des Marchés publics abrogeant celui de 2002.

Confronté à la réalité du terrain, ledit décret a subi plusieurs modifications en vue de son adaptation au contexte de sa mise en œuvre. En définitive, du fait des insuffisances révélées dans la pratique, il a été abrogé et remplacé par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés publics qui reprend pratiquement le 2007-545 du 25 avril 2007 avec certaines modifications qui portent principalement sur :

- ✓ Le champ d'application ;
- ✓ Les dérogations ;
- ✓ Les exclusions ;
- ✓ Les opérations préalables ;
- ✓ Les modes de passation et/ou les contrôles ;
- ✓ Les procédures avec consultation restreinte ;
- ✓ Les DRP ;
- ✓ La procédure d'entente directe ;

- ✓ La Possibilité d'une contractualisation pluriannuelle qui est désormais élargie à tous les marchés d'entretien.

Les modifications ont en outre porté sur le processus d'immatriculation des marchés clairement dévolu à la DCMP, ainsi que sur l'interdiction de cumul des fonctions d'autorité signataire et de celles d'autorité approbatrice.

Le CMP a enfin défini de manière exhaustive les conditions de participation aux appels d'offres des entreprises publiques et posé pour les soumissionnaires l'obligation de s'acquitter de la redevance de régulation des marchés publics.

VI.AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

6.1. *Audit de la passation des marchés*

Les points suivants présentent les principales anomalies observées durant la revue :

- Sur le marché par entente directe

La Commune de Fatick a passé au cours de l'exercice 2011, un marché par entente directe et 25 marchés par DRP.

Les tableaux ci-dessous donnent un résumé de la situation des marchés passés, durant l'exercice 2011, par entente directe pour un montant de **42 000 000 FCFA** et par DRP, pour un montant de **77 542 153 FCFA**:

MARCHE PASSE PAR ENTENTE DIRECTE APRES AUTORISATION DCMP

Description	Acquisition de produits pharmaceutiques
Financement	Budget 2011
Date d'autorisation	05 avril 2011
Attributaire	PRA
Date du contrat	06 mai 2011
Montant du marché	42 000 000 F CFA HT

Le marché par entente directe a été attribué à la Pharmacie Régionale d'Approvisionnement, suite à une saisine de la DCMP par l'Autorité contractante.

Par lettre N° 000296/MEF/DCMP/SRMP-PK du 5 avril 2011, la DCMP a donné son avis de non objection pour la passation du marché en application combinée des dispositions de :

- L'arrêté ministériel n° 8402/MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- L'arrêté ministériel 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments essentiels ;
- L'article 26, alinéa 4 (nouveau) de la Loi n° 2006-16 modifiant la Loi 65-61 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- L'article 76.a (nouveau) du décret 2010-1188 du décret 2010-1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés publics.

LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (D .R.P)

DRP n°1 FOURNITURES ET SERVICES

Description	Marchés
Date d'invitation	25/04/2011
Date de dépôt des offres	05/05/2011
Attributaire	<p>Lot 1 : IDS, Ent A Aly WAGUE, A GAYE et ENT Aliou Faye</p> <p>Lot 2: Ent A Aly WAGUE, Ent. A FAYE</p> <p>Lot 3: AlyCoto NDIAYE et Yakkar Multiservice</p> <p>Lot 4: Yakkar Multiservice et EG TEC</p> <p>Lot 5 et Lot 6: EGKK ;</p> <p>Lot7 : EG TEC</p> <p>Lot8: Yakaar multiservices</p>
Date du bon de commande	NF
Date du contrat	NF
Montant du marché :	
Lot1 : Imprimés et registre	
Lot2 : Matériels et mobiliers de bureau	

Lot3 : Produits de désinfection								
Lot4 : Fournitures de bureau								
Lot5 : Fournitures scolaires								
Lot6 : Denrées alimentaires								
Lot7 : Matériels de nettoyage								
Lot8 : Impression et reliures								
Date de réception	NF							
Cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :								
Soumissionnaire	Montant en F CFA TTC							
	Lot 1	Lot 2	Lot3	Lot4	Lot5	Lot6	Lot7	Lot8
IDS	46 550	-					19 300	
EG TEC	72 300	675 000		79 575			10 400	875
YAKAAR MULTISERVICE	75 250	665 000	40 900	65 040				340
ENT. A ALY WAGUE	52 575	365 000					19 500	
A. GAYE	65 000	781 620					14 950	
ENT. ALIOU FAYE	52 500	495 000			29 620	31 000	20 500	600
E S EXPRESS			44 150					
ALY COTO NDIAYE			39 290					
EGKK				72 295	18 150	24 500		

ENT. MACKY DIOP				74 430				
G E E TEC				77 345				
ENT. A L PENE					27 525	32 000		
FELING DIS SERVICE					28 125			
LAT GRAND NDIAYE					24 755	29 500		

Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.

Non conformités

- La lettre d'invitation envoyée aux candidats sélectionnés ne précise pas les délais d'exécution ;
- Les lots 1, 2, 3 et 4 ont été attribués à plusieurs prestataires. En effet, l'attribution a été faite sur la base du prix unitaire par article alors que les lots étaient indivisibles ;
- Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics.

DRP n°1 TRAVAUX

Description	Marchés
Date d'invitation	25/04/2011
Date de dépôt des offres	05/05/2011
Attributaire	FOURNITURE : Lot1 : Ent Aliou Faye Lot2: Ent MINA service Lot3: Ent Aliou Faye Lot4: Groupe Mac Kamiack Lot5: Ent Aliou Faye
Date du bon de commande	NF

Date du contrat	NF				
Montant du marché :	Lot1 : 1 275 160 F CFA TTC				
Lot1 : construction d'un bloc de 2 toilettes	Lot2: 3 815 360 F CFA TTC				
Lot2 : construction hall d'attente au niveau de la morgue	Lot3: 5 724 625 F CFA TTC				
Lot3 : construction de tentes en toile	Lot4: 3 964 560 F CFA TTC				
Lot4 : réhabilitation place Senghor	Lot5: 4 000 000 F CFA TTC				
Lot5 : Aménagement parking taxis					
Date de réception	01/09/2011				
Cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :					
Soumissionnaire	Montant en F CFA TTC				
	Lot 1	Lot 2	Lot3	Lot4	Lot5
Ent. MINA service	1 157 866	3 815 360	11 070 200	10 874 960	4 975 000
Ent. Aliou Faye	1 275 160	6 259 810	5 724 625	8 845 800	4 000 000
Ent. Awa Gaye	1 312 005	-	-	-	-
Groupe Mac Kamiac	-	3 992 595	-	3 964 560	-
GIE Touba khewel	-	-	6 997 800	-	
ETK	-	-	-	-	4 961 000
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.					
Non conformités	<ul style="list-style-type: none">- La lettre d'invitation envoyée aux candidats sélectionnés ne précise pas les délais d'exécution ;- Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ;				

DRP n°2/2011 SERVICES

Description	Marchés
Date d'invitation	15/05/2011
Date de dépôt des offres	01/06/2011
Attributaire :	FOURNITURE :
Lot1 : entretien hôtel de ville, annexes	Lot1 : Ent Sant Yalla
Lot2 : entretien recettes municipales	Lot2: Ent Sope Seydina Mouhamed
Date du bon de commande	NF
Date du contrat	NF
Montant du marché	Lot1 : 270 000 F CFA TTC/mois Lot2: 270 000 F CFA TTC/mois
Date de réception	NF

Cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :

Soumissionnaire	Montant en F CFA TTC/Mois	
	Lot 1	Lot 2
Ent. Sant Yalla	270 000	
Filatre	350 000	
Ent. A L Péne	400 000	
EGKK	300 000	
FélingDist. Service	290 000	
Ent. MINA sevice		700 000
Ent. Sope Seydina Mouhamed		270 000
Ent. Sanokhomamina		500 000

Ent. Kébé Thiebo		460 000
Yakaar multiservice		400 000
Le marché a été attribué à l'offre la moins disant.		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation envoyée aux candidats sélectionnés ne précise pas les délais d'exécution ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - 	

DRP TRAVAUX n°3 2011

Description	Marchés
Date d'invitation	25/08/2011
Date de dépôt des offres	20/09/2011
Attributaire	Lot1 : Ent. Sénégalaise de génie civil Lot2: E CAS Lot3: EBEPS Lot4: Groupe Mac Kamyak Lot5: Ent. Aliou FAYE Lot6 : EG TEC
Date du bon de commande	NF
Date du contrat	NF
Montant du marché	Lot1 : 18 532 016 F CFA TTC
Lot1 : construction 4 salles de classe	Lot2: 5 818 800 F CFA TTC
Lot2 : Construction mur de clôture cimetière	Lot3: 4 993 052 F CFA TTC
Lot3 : extension électricité boubanedarel	Lot5: 2 205 274 F CFA TTC

Lot5 : Réhabilitation bloc administratif du CSF			Lot6: 4 976 520 F CFA TTC			
Lot6 : aménagement aire de stationnement						
Date de réception			NF			
les candidats suivants ont déposé une offre :						
Soumissionnaire	Montant en F CFA TTC					
	Lot 1	Lot 2	Lot3	Lot4	Lot5	Lot6
Ent. Sénégalaise génie civil	18 532 016					
ES BTP	20 385 217					
Ent. Touba Madiyana	18 958 252					
TGC	21 311 818					
Multi horizon service	19 337 417					
Féling Dist. Service	20 515 004			2 759 572	5 178 020	
ECAS	19 864 804	5 818 800				
Groupoo	19 668 692				5 799 920	
EGKK		6 876 800		2 642 853	5 469 320	2 000 000
GEET		6 551 250			6 551 250	
Ent. Aliou Faye		6 495 500		2 457 814	4 976 520	1 800 000
Ent. Macky Diop		6 001 170		2 502 252	5 390 120	2 000 000

Ent. Lat Grand Ndiaye		7 206 700					
GIE AMCOSER			7 896 560				
EBEPS			4 993 052				
Groupe Mac KAMYAC				2 205 274			
Ent. Alpha et fils						1 800 000	
EG TEC						1 700 000	

Le marché a été attribué à l'offre la moins disant.

Non conformités

- La lettre d'invitation envoyée aux candidats sélectionnés ne précise pas les délais d'exécution ;
- Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ;

DRP n°3 2011 FOURNITURES

Description	Marchés
Date d'invitation	25/08/2011
Date de dépôt des offres	20/09/2011
Attributaire	Lot4: SISMAR Lot7: E G TEC
Date du bon de commande	NF
Date du contrat	NF
Montant du marché	Lot4: 1 746 400 F CFA TTC Lot7: 1 700 000 F CFA TTC

Lot7 : achat ampoules projecteurs		
Date de réception		NF
Cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :		
Soumissionnaire	Montant en F CFA TTC	
	Lot4	Lot7
SISMAR	1 746 400	-
EGKK	-	2 000 000
ALPHA ET FILS	-	1 800 000
E G TEC	-	1 700 000
ENT. MACKY DIOP	-	2 000 000
ENT. ALIOU FAYE	-	1 800 000
Le marché a été attribué à l'offre la moins disant.		
Non conformités	- Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ;	

DRP TRAVAUX n°4 2011

Description	Marchés
Date d'invitation	15/11/2011
Date de dépôt des offres	01/12/2011
Attributaire :	Lot1 : ETK
Lot1 : Autres travaux d'aménagement du parcours sportif	Lot2: GEDIS TP
Lot2 : Equipements parcours sportifs	Lot3: ETK
Lot3 : travaux de terrassement et de remblai	
Date du bon de commande	NF
Date du contrat	NF

Montant du marché	Lot1 : 3 990 775 F CFA TTC Lot2: 2 989 500 F CFA TTC Lot3: 4 987 500 F CFA TTC		
Date de réception	NF		
Cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :			
Soumissionnaire	Montant en F CFA TTC		
	Lot 1	Lot 2	Lot3
ETK	3 990 775	3 235 000	4 987 500
GEDIS TP	7 290 000	2 989 500	5 475 000
GDG GIE	4 777 000	3 507 500	
FélingDist. Service	5 577 000	4 074 000	6 400 000
AMSY	4 507 500	3 025 000	5 360 000
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.			
Non conformités	<ul style="list-style-type: none">- La lettre d'invitation envoyée aux candidats sélectionnés ne précise pas les délais d'exécution ;- Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ;		

6.2. Constats relatifs à l'audit de l'exécution financière

La mission n'a pas eu accès aux documents relatifs à l'exécution financière pour la gestion budgétaire 2011 de la Commune de Fatick. En effet, le Receveur municipal n'a pas donné une suite favorable à notre requête car n'ayant pas été saisi par la voix hiérarchique.

En l'absence des mandats relatifs au budget 2011 de la Commune de Fatick, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'exécution financière des marchés de la commune pour la gestion budgétaire 2011.

VII. RECOMMANDATIONS

7.1. Recommandations sur le dispositif des marchés

Nos recommandations portent sur :

- La mise à la disposition de la Cellule de Passation des marchés d'un bureau fonctionnel ;
- L'établissement avant le 31 mars de chaque année du Rapport annuel de la cellule de passation des marchés non mis à disposition ;
- L'élaboration d'un système d'archivage au niveau de la CPM conformément au manuel d'archivage de l'ARMP;
- La mise en place d'un registre des marchés numéroté, paraphé et daté.

7.2. Recommandations relatives aux DRP

Nous recommandons de prendre connaissance et d'appliquer les dispositions du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués :

- Les prescriptions techniques ;
- Les critères de qualification ;
- Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires ;
- Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ;
- La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics.

7.3. Recommandations relatives au classement et à l'archivage

- Au vu de la dispersion des documents dans différents services, il a été souvent difficile de faire le point sur les opérations de passation de Marchés. C'est pourquoi, nous recommandons le regroupement de toute la documentation sur les marchés depuis l'élaboration du budget jusqu'à l'exécution définitive du marché au niveau de la nouvelle CPM.

VIII. ANNEXES

**ANNEXE 1 :
LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**

**ANNEXE 2 :
REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANE**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

N°/CF/SM

Un Peuple – Un But – Une Foi



COMMUNE DE FATICK

LE MAIRE DE LA COMMUNE

*A**Monsieur Mame Thierno Mbacké**Associé Gérant GMS/SSPM*

Objet : Rapport de revue indépendante de la passation des marchés 2011

Monsieur,

J'accuse réception du rapport provisoire portant sur le suivi indépendant de la passation des marchés pour la gestion 2011.

L'exploitation du dit document nous renseigne sur la récurrence des constats autant pour les marchés d'entente directe que pour les DRP.

Nous prenons acte de vos remarques relatives au non publication de l'avis général, à l'absence de rapport trimestriel, de système d'archivage et de registre des marchés. Cependant nous vous informons que certaines de vos recommandations font déjà l'objet d'application pour les gestions 2012 et 2013 notamment sur les éléments de qualification des candidats, la publication des attributions sur le site et les PV de réception.

Les autres recommandations feront l'objet d'une étude minutieuse par nos services financiers pour une application immédiate conformément au décret N° 2011-1048 du 27 Juillet 2011 et à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.

Enfin, nous avons banni l'éclatement des lots indivisibles au profit de l'offre globale la moins disante pour la gestion 2013.

Ce rapport n'appelle de notre part aucune observation majeure sur les modalités de passation des marchés mais nous incite à plus de rigueur dans la délivrance des actes administratifs et dans l'organisation de la CPM.

Je vous en souhaite une bonne réception.

..

Fatick, le 19 Juin 2013
Le Maire

